

13

L. Maitland

1195.1.8.
1-2

LETTRE

A

MYLORD LAUDERDALE,

PAR

Un Gentil-homme François.

NOBIS IN ARCTO, ET INGLORIUS LABO,

SE VEND

CHEZ HOOKHAM ET CARPENTER, BOND STREET; WHITE,
PICCADILLY; ET TOUS LES AUTRES LIBRAIRES.

1795.

41.
3. 26.
15.



AVERTISSEMENT

DE

L'AUTEUR.

*Un écrit clandestin n'est pas d'un bonnête homme;
Quand j'attaque quelqu'un, je le dois, et me nomme.*

GRESSET.

JE me suis conformé à cette maxime non vis-à-vis du Public que mon nom ne pouvoit interesser, mais vis-à-vis du Noble Auteur des Lettres aux Pairs d'Ecosse. J'ai eu l'honneur de lui adresser le premier exemplaire de cet ouvrage, et de lui faire connoître le nom de son foible Adversaire.

LETTRE

A

MYLORD LAUDERDALE,

MYLORD!

MON intention n'est pas d'entrer en lice avec vous sur l'objet principal de votre ouvrage : il a pour but de décrier L'administration actuelle, et de prouver aux trois royaumes que votre opposition à ses mesures a toujours été réglée par la raison et l'amour de votre pays.

Etranger à l'Angleterre, je ne connois point assez ses véritables intérêts, les lois, et les détails de son gouvernement, pour oser même discuter une question aussi épineuse : Je craindrois de trahir à chaque ligne mon ignorance, et mon inep-
tie ; et plutôt à Dieu, MYLORD, que cette juste défiance de soi même eût guidé tant d'écrivains étrangers à la France, qui ont rempli le monde

B

de

de leurs décisions suprêmes sur cette malheureuse contrée ! Les uns profondément instruits de nos mœurs et des mystères de notre gouvernement, d'après le récit du Docteur Smollett, ou les assertions de Mr. Arthur Young, n'ont pas cru qu'il fût nécessaire de les vérifier sur les lieux : D'Autres ont traversé la mer, couru la poste jusqu'à Paris, visité les spectacles et les Cabinets de cette capitale ;—conversé avec quelques hommes de lettres orgueilleux et chagrins, ou même avec des factieux triomphans,—et après avoir recueilli quelques déclamations et un petit nombre d'Anecdotes incertaines, ont cru avoir étudié les hommes, et fondé toutes les profondeurs de notre système politique. Il en est, MYLORD, qui ont poussé leurs courses jusques dans nos provinces ; qui, avec une sagacité étonnante ont consulté, sur les grandes routes, les physionomies des gens qu'ils rencontraient, et ont lu d'un coup d'œil sur leurs visages tous les Vices de notre administration : il en est, qui après quelques conversations avec les Hôtes de l'auberge où ils étoient descendus, ont appris que les François vivoient sous un Gouvernement *abominable*, qui ne craignoit pas de mettre un impôt sur la consommation des Vins, et de priver ainsi le Cabaretier d'une partie de son Monopole : il en est même, MYLORD, qui tiennent, de la meilleure autorité, d'un Mendiant par exemple,

que

que les choses alloient fort mal en France, et que les pauvres étoient mécontents de leur sort : rare et belle découverte sans doute ! — Quelques hommes plus instruits, et plus philosophes ont cherché à entrer dans les détails de notre administration, à l'étudier dans notre histoire, dans le recueil de nos loix, dans les châteaux, comme dans les chaumières ; sans doute leur jugement seroit irrécusable, s'ils avoient pu donner à leurs recherches le tems et l'attention nécessaires, si aveuglés par les préjugés de leur pays, ils ne s'étoient quelquefois hâtés de condamner ce qu'ils voyoient de contraire à leurs usages, s'ils avoient pu distinguer les loix en vigueur d'avec celles qui étoient tombées en désuétude, si rencontrant une institution vicieuse en apparence, ils avoient apperçu à côté d'elle ce qui la corrige, ou la modifie, si par une longue habitude avec le peuple qu'ils vouloient juger, ils avoient pu connoître l'influence de ses coutumes, de ses mœurs et de ses préjugés.

J'avois espéré, MYLORD, qu'un homme de votre rang, distingué par son éducation, et ses talens, à qui sa fortune ouvroit toutes les voyes de l'instruction, que cet homme, dis-je, auroit observé avec sagesse, et se seroit expliqué avec modération. Quel a été mon étonnement en retrouvant dans votre Ouvrage les déclamations des Marat,

des Brissot, des Robespierre, en vous voyant l'écho des Révoltés contre le gouvernement qu'ils ont détruit, et vous entendant répéter les cris des Bourreaux contre leurs victimes: je ne *dirai* rien, MYLORD, de l'insulte faite au malheur.—On peut nous accuser,—car nous pouvons nous défendre.—Ainsi mon but est de répondre à vos Affertions sur le Clergé, la Noblesse, et la Magistrature, et de discuter avec vous les questions générales sur les quelles nous différons d'opinion.

Depuis le règne de Louis XIV. de ce Roi si grand en effet, mais si décrié par les Philosophes révolutionnaires, depuis les triomphes de son peuple dans la guerre, et dans les arts, l'Europe a fixé sur la France des yeux d'admiration et d'inquiétude; le Roman de la Monarchie universelle, que nous avions imaginé contre la Maison d'Autriche a été renouvelé contre nous;—les reproches les plus violents de turbulence et d'ambition ont été dirigés contre le cabinet de Versailles. Je donnerai à mes adversaires un exemple de candeur; et je leur accorderai que ces accusations n'ont pas toujours été sans fondement: mais je nierai toujours qu'une politique inquiète et agitatrice soit un trait distinctif de l'ancien gouvernement François. Il faut le dire à la honte de l'humanité, partout où se trouvent les moyens de puissance, là se trouve aussi le désir de la domination;

nation ; la fureur des conquêtes, les entreprises sur
 ses voisins, les intrigues secrètes, l'aggression à
 force ouverte, remplissent les Annales Sanglantes
 du monde. qu'elle qu'ait été la constitution des
 États. La Démocratique Athènes forma le pro-
 jet d'affervir la Grèce, et régita sous un Sceptre
 de fer, ses sujets, et ses alliés. Sparte son émule,
 se préserva long-tems du fléau des conquêtes,
 mortel à ses institutions ; mais elle épuisa contre
 sa rivale tous les moyens de la politique mo-
 derne, et enfin se détruisit elle-même en s'ag-
 grandissant. Rome, que nos modernes Démon-
 crates regardent d'un œil équivoque, Rome qu'ils
 loueroient sans mesure, si ses héros Patriciens
 ne les embarrassoient quelquefois.—Rome qu'ils
 calomnieroient sans pudeur, si elle n'avoit pas
 chassé les Rois, Rome commença par être le
 Tyran des Volsques, et des Etrusques, devint
 bientôt celui de l'Italie, et enfin ne connut plus
 de bornes à son ambition que celles du monde.
 Venise, les Cantons Suisses, que dis-je ? le Répub-
 liques de Luques et de Saint Marin peuvent dire
 les maux que cette passion leur a causé : à Dieu
 ne plaise que Je m'arme des traits de la Satyre
 contre un Gouvernement, qui seul n'a pas craint
 d'accueillir les malheureux ! Mais pourquoi l'An-
 gleterre n'auroit-elle pas payé à l'humanité le tri-
 but general ? Des siècles se sont passés ; et le peu-
 ple

ple Anglois se vante encore d'avoir vu un de ses Rois couronnés dans Paris: il se vante d'être aujourd'hui le dominateur des Mers; et plus d'une fois ses Négocians ont crié aux armes, pour revendiquer les droits d'un commerce exclusif; cessons donc de nous charger mutuellement d'accusations odieuses, et ne trahissons pas notre partialité, en appliquant à un seul gouvernement, le reproche que l'on peut faire à tous.

Je ne dois pas, MYLORD, abandonner ce sujet, sans vous avoir exposé mes doutes sur une manière de raisonner que mon foible Génie ne peut comprendre. Vous dites, page 22, que l'extinction de l'ancien Gouvernement François promettoit à l'Europe plus de tranquillité qu'elle n'en avoit jamais goûté; vous ajoutez dans la même phrase que ce Gouvernement étoit dominé par un esprit d'intrigue toujours en mouvement, et une fureur Belligérante toujours renouvelée, *quelque fût le caractère du Monarque, et des Ministres qui l'entouroient.* MYLORD, si tel étoit le trait caractéristique de cet ordre de choses, si le Prince et son conseil étoient forcés quelquefois à troubler la paix générale, contre leur inclination, quelle pouvoit en être la cause? qui pouvoit donc contraindre la volonté de ce Despote d'ailleurs absolu? Car un gouvernement tel que vous supposez celui de France, n'a d'autre esprit que celui
du

du maître, d'autre règle de conduite que son caprice ou ses lumières : cependant il est quelquefois arrêté ou déterminé dans son cours par cette puissance que l'on appelle *l'Opinion*, par ce résultat des préjugés et des sentimens de tout un peuple que l'on nomme *Caractère national*. Je ne connois que cette force capable de lutter avec succès contre un Despotisme établi, de l'entraîner hors de ses mesures ordinaires ; et dès lors votre proposition me représente le François, comme un peuple amoureux de la gloire militaire, et de l'éclat des conquêtes. Si telle est la vérité, MYLORD, comment pouviez vous vous promettre une paix plus longue et plus durable que par le passé, lorsque ce peuple, affranchi du jong, seroit livré à toute son impétuosité ? comment avez vous pu espérer que la multitude que l'on ne gouverne que par les passions, ne seroit mûe désormais que par la raison et la justice ? comment avez vous pu croire que ses chefs ne chercheroient pas à cacher les playes de l'intérieur sous les trophées et les drapeaux des ennemis vaincus, à faire oublier le ravage du territoire François par l'acquisition du territoire étranger ? vous aviez pour garant de leur modération, cette magnifique déclaration faite à l'Univers, par laquelle la France renonçoit désormais aux conquêtes. Ah ! MYLORD, pourquoi n'avez-vous pas à cette époque prêté l'oreille aux cris des Royalistes

allistes François ? ils vous auroient dit—“ on nous
 “ arrache nos propriétés, on brûle nos châteaux, on
 “ nous égorge avec impunité cependant les Dé-
 “ crets de l'Assemblée ne retentissent que du re-
 “ spect du aux propriétés, et aux personnes : les
 “ perfides proclament la Morale, pour la violer
 “ plus sûrement envers les particuliers ; de même
 “ ils promettent la paix au monde pour l'endor-
 “ mir dans une fausse sécurité, et l'envahir quand
 “ ils se croiront en mesure.” Voilà, ce que
 vous eussiez pu penser dès lors ; Voilà, MY-
 LORD, ce qui eût couronné en vous le don de
 prophétie, que vous déclinez modestement *page 66*,
 et que vous vous accordez dans le paragraphe
 suivant, sauf l'adoucissement des termes. Cette
 contradiction m'offre quelques réflexions qui doi-
 vent trouver ici leur place : votre perspicacité vous
 avoit découvert que “ les abus du Gouvernement
 François ameneroient une révolution” (au nom de
 l'humanité, pourquoi ne nous en avez-vous pas
 avertis ?) “ qu'elle produiroit une Monarchie li-
 mitée, que la haine des distinctions, et la nature
 des opinions dominantes pousseroient la France à
 une république, et que les passions de la popu-
 lace, affranchies de toute contrainte, produiroient
 quelque chose de semblable à la scène extraordi-
 naire dont nous avons été témoins ? Quoi MY-
 LORD, vous aviez tracé d'avance cette affreuse
 Géné-

Généalogie ? vous aviez apperçu cette chaîne de calamités et d'horreurs ? vous aviez vu le premier mouvement enfanter ce que l'on a appelé la constitution, celle-ci donner le jour à la faction républicaine ; l'une et l'autre effrayer l'Univers par des crimes inconnus ;—rien de tout cela ne vous a échappé ? et vous avez applaudi à ces premières convulsions ! et vous avez vu s'ouvrir avec transport ces sources de larmes et de sang ! Non, je ne puis le croire—j'offenserai votre vanité, plutôt que votre cœur : semblable à plusieurs autres de vos Compatriotes, vous avez pensé que la Révolution s'arrêteroit au point où la vôtre eût du finir sous Charles *premier* ; Vous n'avez calculé ni la perversité du cœur humain, ni les forfaits de l'ambition ; vous vous êtes égaré dans un rêve politique : mais vous n'avez pas anticipé avec une joye barbare, sur des Massacres et des proscriptions dont l'histoire n'offre aucun exemple. Je rejette donc ces prédictions rétrogrades : et je les excuseroit comme le charlatanisme du politique, si les motifs qui ont du les appuyer étoient déduits avec impartialité, mais vous, MYLORD, où vous a conduit le désir de patroître avoir lu dans l'avenir ? trop peu instruit, sans doute, des causes véritables de la révolution, égaré par des exposés faux que vous n'avez pu vérifier, vous avez été obligé de vous créer un Système trompeur, et de peindre sous de fausses couleurs ce que vous n'avez pas connu.

C

Suivant

Suivant votre opinion, le gouvernement François étoit un Despotisme absolu, le Roi un Sultan sous un autre dénomination, les Ministres et les grands Seigneurs des Visirs et des Bachas, la Noblesse une horde de petits Tyrans, et le peuple un vil troupeau réduit à la plus abjecte servitude. Eh bien! MYLORD, je vous accorde la vérité de cette assertion, je conviendrai avec vous que depuis le règne de Louis XIII, pour ne pas remonter plus haut, la France étoit tombée dans l'Esclavage; que le Despotisme oriental avoit envahi cette belle contrée, et que la liberté l'avoit abandonnée. J'allois dire pour s'établir en Angleterre: mais vous ne seriez peut-être pas de mon avis; bornons nous donc à tirer les conséquences de la proposition sur la quelle nous convenons ensemble.

Tous les écrivains qui ont parlé du Despotisme, nous l'ont représenté comme un monstre farouche, qui ravage tous les lieux où se porte son influence, dont le souffle empesté dessèche les campagnes, détruit les Générations; dont la Barbarie repousse au loin les Sciences et les arts, l'industrie et le commerce; les hommes effrayés tremblent à son aspect, ses ministres invisibles, répandus en tous lieux, ôtent à la vie sociale toutes ses douceurs: on n'ose plus se communiquer avec confiance, les familles s'isolent; la tristesse, la taciturnité caractérisent tous les individus; il n'est plus de tranquillité intérieure; il n'est plus de plaisirs publics. Tel sans doute, MYLORD, étoit l'état

l'état de la France, avant la révolution ;—tel il fut sans doute sous le plus orgueilleux des despôtes, sous ce Louis XIV. auquel ses esclaves ont osé donner le nom de *Grand*. Parcourons ce période de l'histoire, si nous en avons le courage ; marchons à travers les déserts et les ronces, dans les ténèbres de la barbarie : heureux si un seul rayon de lumière vient nous y consoler ! Qu' ai-je dit, MYLORD ? je vois dans cet espace de tems la France s'aggrandir et se fertiliser. Je vois ses ports s'ouvrir, et se remplir de vaisseaux, ses Colonies s'élever au comble de la prospérité, ses manufactures naître et se perfectionner, sa population s'accroître dans une proportion inconnüe jusqu' aujourd'hui ; Je vois se former de grands hommes dans tous les ordres ; toutes les sciences cultivées ; tous les arts honorés ; et je rencontre partout les monumens du génie, et de l'abondance. En un mot, je reconnois le François de cet âge à ce portrait flatteur qu'une main savante a tracé, et qu'une main respectable n'a pas dédaigné de copier : “ Les *François* sont le seul
 “ peuple, à l'exception des *Grècs*, qui ait
 “ été à la fois Philosophe, Poète, Orateur,
 “ Historien, Peintre, Architecte, Sculpteur et
 “ Musicien ;—ils ont surpassé dans l'art du Théâtre les *Grècs* même, qui ont laissé les Anglois
 “ si loin derrière eux ; et dans la vie commune,
 “ ils ont perfectionné, dans une grande mesure,

“ cet art, le plus agréable et le plus utile de tous,
 “ *l'art de vivre*, l'art de la société et de la con-
 “ versation.” Ce dernier trait, MYLORD, je n'ai
 pas cru devoir l'ajouter au tableau que j'ai pré-
 senté moi-même ; j'ai pensé qu'il auroit plus de
 grace et plus de force dans une citation que vous
 avez adoptée.

Tel étoit donc ce peuple courbé sous un joug
 de fer, avili par l'esclavage, victime de la plus
 odieuse tyrannie, ce peuple à qui une Révolu-
 tion de sang pouvoit seule rendre la gloire, et le
 bonheur ! O nation Française ! quel rang occupe-
 ras-tu donc dans l'histoire du monde, si les Des-
 tinées t'appellent à jouer un rôle plus brillant que
 celui que tu as rempli jusqu'aujourd'hui ? mais
 ne t'aveugles pas :—l'effet de tes anciennes insti-
 tutions, de ces institutions que tu as détruites agit
 encore dans ton sein ; c'est à elles que tu dois
 cette soif de gloire qui te distingue encore ; c'est
 contre la sagesse de Louis XIV. que l'Europe
 entière est venue se briser sur tes frontières ; c'est
 l'artillerie de tes Rois qui foudroye aujourd'hui
 les défenseurs de la Royauté ; c'est le génie na-
 tional, fruit de ton ancien Gouvernement, que tes
 Monarques ont respecté même dans l'abus de leur
 pouvoir ; c'est lui qui t'a fait vaincre sous le dra-
 peau tricolore, comme il t'a fait triompher dans
 des

des jours plus glorieux sous le drapeau blanc de la monarchie.

D'après l'exposé rapide, mais vrai que j'ai présenté de l'état de la France sous ses derniers Rois, je laisse tout esprit impartial tirer lui-même la conséquence. Je me bornerai à cette observation; c'est que les institutions humaines ne peuvent être jugées que dans leur ensemble, et par leur influence; sur la prospérité des États. L'homme est un être foible et imparfait; ses loix doivent participer de sa nature; il n'est donc pas étonnant que, dans quelque système que ce soit, le Philosophe spéculatif puisse trouver à exercer judicieusement sa censure, mais combien il est sujet à s'égarer, lorsqu'il prononce sur des objets qu'il ne peut appercevoir dans leur véritable jour, lorsqu'au lieu de considérer en masse le machine du Gouvernement, il la décompose et borne ses spéculations aux parties isolées! c'est ainsi qu'il feroit facile de prouver, par des raisonnements très justes en eux mêmes que les loix de Lycurgue furent également destructives de la morale, et du bonheur des Lacédémoniens. J'ai souvent entendu répéter ces misérables declamations; mais quand je contemple ce peuple héroïque, quand je vois les grands exemples qu'il a donné au monde, quand je le vois fleurir aussi long tems qu'il fut fidèle à ses institutions, et périr quand il les abandonna, alors pénétré de respecte

respect pour le Législateur, je conclus qu'il donna jadis à ses Concitoyens, non les meilleures loix, en *théorie*, mais celles qui *dans la pratique* leur venoient le mieux.

Permettez moi, MYLORD, de saisir l'occasion de dissiper une de vos inquiétudes : vous craignez que la guerre actuelle n'ait donné aux François une ardeur militaire dont auparavant, dites vous, on ne les croyoit pas susceptibles :—Daignez jeter les yeux sur notre histoire, et vous verrez à toutes les époques, les *Turenne*, les *Condé*, les *Villars*, les *Broglie*, et les *Bouillé*, mener gayement à la victoire, un peuple amoureux des hazards ;—Vous verrez la Noblesse dédaigner toute autre profession que celle des armes, et nos Rois plus chers à la nation, suivant qu'ils ont plus sacrifié à ce goût dominant. Si vous aviez parcouru la France avec l'esprit d'observation nécessaire, vous auriez trouvé des Cantons (Le *Vendomois*, La *Normandie* par exemple) où n'avoir pas fait un *Congé* militaire étoit pour l'homme du commun une espèce de tache, et un titre de refus auprès de sa maitresse. Vous vous rappelez sans doute qu'en 1787 la paix de l'Europe fut sur le point d'être troublée ; les deux puissances rivales se menacèrent d'une rupture. Ah ! MYLORD, que n'avez vous pu être témoin alors de l'ardeur qui animoit l'armée Française ? Vous auriez vu que la fureur d'une Liberté sauvage n'est pas le seul motif qui élève
l'homme

l'homme au dessus de lui-même, et lui fasse chérir l'approche du danger : Le Regiment où je servois fut envoyé dans les environs de *Brest* et destiné à passer dans les *Indes* ; la joye étoit universelle ; l'air retentissoit des cris de *Vive le Roi*, des soldats, absents par semestre, accouroient de l'autre extrémité du royaume, pour rejoindre leurs Drapeaux ; ils pressoient leurs journées, et la maladie même ne pouvoit les arrêter.—Oh ! qu'il est cruel de rejeter ses yeux sur le passé, de revoir ces hommes si affectionnés, si fidèles, si prêts à verser leur sang pour celui que depuis—Sans doute je ne croyois pas alors qu'à peine quatre années s'écouleroient, et que je me verrois forcé de combattre ceux pour les quels j'aurois voulu mourir, de rechercher la protection d'un peuple généreux, mais l'ennemi naturel de mon pays, et que cette ardeur guerrière qui m'étoit si chère dans mes compagnons d'armes aggraveroit un jour les malheurs de la France ! Rassurez vous donc, MYLORD, sur cet effet de la guerre actuelle, et daignez au moins en un point, absoudre votre Gouvernement.

Cette méprise sur un des traits les plus prononcés du caractère François prouve, MYLORD, que vous avez eu peu d'occasions de l'étudier. Vous vous êtes contenté de notions superficielles sur cet objet, et sur d'autres également relatifs à la *France* ; et vous avez bâti sur ces fondemens imparfaits un système de politique et de conduite. Vous avez échoué,

sur

sur d'autres points, contre un ecueil commun à nombre d'observateurs; les exceptions deviennent pour eux des règles, et les exemples particuliers sont regardés comme le cours ordinaire et naturel des choses; combien de voyageurs ont ainsi fixé des conclusions générales de quelques faits isolés et rares. C'est ainsi qu'ayant appris que Monsieur *Le duc d'Orléans* et un petit nombre de grands Seigneurs s'étoient abonnés pour leurs impositions à une somme infiniment médiocre, ils en ont inféré que La Noblesse, et le Clergé ne payoient aucun impôt, que le fardeau retomboit tout entier sur la classe misérable du peuple, c'est à dire que tout le talent de l'administration consistoit à tirer de l'argent à ceux qui n'en avoient pas.

Les Loix de l'Etat et les antiques usages de nos pères avoient transmis aux deux premiers ordres des privilèges et des exemptions qu'il étoit de leur devoir plus encore de leur intérêt de maintenir et de conserver: car dans une Monarchie, si nous en croyons *Montesquieu*, les prérogatives des corps et des particuliers sont le frein et les barrières de l'autorité: aussi voyons-nous constamment dans les actes de nos États Généraux, le *Tiers État* aussi jaloux des droits de la *Noblesse* et du *Clergé* que ces ordres mêmes supplier humblement sa Majesté de n'y porter aucune atteinte et de respecter leurs franchises et immunités. Ils savoient ces hommes que
la

la Philosophie du *dix-huitième* Siècle n'avoit point éclairés, ils savoient qu'une Noblesse guerrière à qui l'usage avoit interdit le commerce et toute profession lucrative étoit toujours prête à sacrifier ses biens et son sang pour le Roi, et pour la Patrie. Ils savoient que ces exemptions lui offroient un foible dédommagement des fatigues de la guerre, et de l'obligation où elle étoit de négliger ses affaires personnelles pour celles de l'état. Mais quels étoient donc de nos jours ces prétendus privilèges si onereux au public, si scandaleux dans les déclamations du parti populaire? pour répondre à cette question, jettons un coup d'œil sur les taxes connues en *France* avant la Révolution.

Les *Vingtièmes* que l'on peut considérer comme un Impôt purement territorial étoient payés par la Noblesse comme par le *Tiers-Etat*. Une grande partie du *Clergé* en étoit exempté; mais il suffit de jeter les yeux sur le livre de l'administration des finances, pour voir que cet ordre dédommageroit le trésor public d'une autre manière. Les droits sur les consommations étoient acquittés par tous les Consommateurs; et sans doute la classe la plus opulente n'étoit pas celle qui portoit la moindre partie du fardeau. On m'objectera peut-être que dans les pays d'Etat, tels que *L'Artois* et la *Bretagne*, les deux premiers ordres n'étoient point assujettis à l'impôt sur les *Boissons*. J'en conviens: mais j'affirme en

même tems que dans *L'Artois* par exemple, la somme des exemptions du *Clergé*, de la *Noblesse*, et des privilèges du *Tiers-Etat* ne montoit pas au delà de vingt-mille livres tournois; j'ignore ce qu'elle auroit produit dans *La Bretagne*. Les Nobles payoient la *Capitation*, comme ceux qui ne l'étoient pas : seulement ils étoient portés sur un rôle différent.

J'arrive enfin à cette imposition créée seulement, dit-on, pour la classe indigente, et dont les ordres supérieurs étoient affranchis. Je veux parler de la *taille*. Je dois vous dire, MYLORD, qu'elle étoit de deux espèces, personnelle et réelle; c'est à dire que dans une partie de la France le droit d'exemption étoit attaché à la terre; dans l'autre à la qualité du propriétaire : dans le premier cas, le privilège étoit le bénéfice de toutes les classes. Le roturier possesseur d'un fief, ainsi que ses fermiers étoient affranchis de l'impôt, pendant que le Gentilhomme y étoit soumis, si sa terre n'avoit pas les mêmes avantages. Dans les pays où l'autre coutume étoit établie, l'exemption n'avoit lieu que pour une certaine étendue de terrain, lors que l'homme privilégié la faisoit valoir par lui-même. Vous n'ignorez pas, MYLORD, que la Noblesse Française toute entière engagée au service ne pouvoit consacrer à l'agriculture que les derniers jours de sa carrière; et un petit nombre de ses membres profitant du bénéfice de la Loi, reve-

noient

noient labourer eux mêmes le champ de leurs pères, et tâchoient ainsi de réparer une terre épuisée. Heureux sans doute le pays où de vieux Capitaines blanchis sous les armes après avoir arrosé de leur sang les frontières de leur patrie, rentreroient dans son sein pour la fertiliser ! Ah ! bien loin de décourager cette noble industrie, bien loin de décrier les loix qui la protègent, rendons leur un juste hommage de respect et d'admiration. Le fisc peut y perdre quelque chose ; mais la morale, mais la société ne peuvent qu'y gagner. L'Agriculture s'honore des mains qui l'exercent ; l'humble journalier échappe à la misère par le travail, et le pauvre recueille les fruits d'une nouvelle abondance. Mais cet usage de faire valoir ses terres par soi-même étoit malheureusement trop négligé par la Noblesse Française. Ses biens étoient généralement exploités par des fermiers, qui ne pouvoient jouir du privilège de leurs maîtres ; ils étoient donc obligés de payer *la taille*. Or il ne faut pas une grande force de raisonnement pour voir que cet impôt ainsi que celui de la *Dîme* retomboit tout entier sur le propriétaire, et que son bénéfice diminuoit en raison des charges attachées à l'exploitation. Tout ce que j'ai dit de la Noblesse, s'applique encore mieux au *Clergé*, puisque tous ses biens étoient afferlés sans exception.

Mais passons à un autre impôt, vexatoire, je l'avoue, pour les habitans des Campagnes, je veux

dire les Corvées. Je n'ai qu'un mot à répondre. Le cœur paternel de *Louis XVI.* avoit senti combien elles pesoient sur cette classe utile de son royaume ; et ses bienfaits sur ce point avoient prévenu la Révolution. Mais pourquoi insisterois-je plus long tems sur une discussion aride et épineuse ? pourquoi entrecrois-je dans de longs details, lorsque Je n'ai à combattre que des assertions vagues et dénuées de preuves ? un seul témoignage me suffit pour décider la question ; et l'autorité que j'invoque ne peut-être suspecte de partialité envers les deux premiers ordres de l'Etat. Dans un moment d'humeur contre ses enfants ingrats, Mr. Necker dévoila enfin la vérité et déclara à l'Assemblée Constituante que ces exemptions si décriées de la *Noblesse* et du Clergé ne s'élevoient pas au-dessus de *sept millions* Tournois, que la moitié de cette somme appartenoit aux privilégiés du *Tiers-État*, et que les droits de *Contrôle** supportés par les deux premiers Ordres réparoient amplement l'inégalité établie dans l'imposition ordinaire.

Ces paroles mémorables ont été entendues de toute L'Europe, mais elles ont été étouffées par les cris des Démagogues victorieux. Le Clergé, la

* Le Contrôle étoit un droit établi sur les actes publics ; Le tarif en étoit proportionné aux sommes spécifiées dans l'acte, et aux titres qu'on y prenoit. Ainsi tout haut et puissant Seigneur, Marquis, Comte, ou Baron étoit taxé en vertu de sa naissance ou de son rang, et l'humble Bourgeois en raison de son obscurité.

Noblesse,

Noblesse, La Monarchie, tout a péri ; la Calomnie leur a survécu ; et les vociférations de leurs ennemis ont seules laissé quelques traces dans le mémoire des hommes.

La *Milice* n'étoit point un impôt ; elle étoit une charge ; et la *Noblesse* en étoit exempte.—Pourquoi ? c'est que la Noblesse n'avoit pas besoin d'une loi coactive pour consacrer à sa patrie ses bras et son sang, c'est qu'elle étoit distinguée par son éducation et surtout par son éducation militaire, par son rang et par sa fortune, elle étoit appelée, comme les classes supérieures de tous les états, à commander et non pas à grossir la foule des simple soldats. Qu'étoit-ce donc que cette *milice* si décriée, si non une armée de réserve, composée de jeunes gens robustes et propres au service, choisis par le sort, destinés dans les nécessités de l'état à augmenter le nombre de ses défenseurs, rassemblés une fois tous les ans pendant quelques jours pour s'exercer, dédommagés par une solde de l'interruption de leurs travaux ordinaires, et libres tout le reste de l'année. Je ne nierai point que le simple habitant des campagnes, habitué à ses occupations paisibles, n'envisageât avec effroi le moment où il seroit forcé de quitter ses foyers, et de braver la mort dans un champ de bataille. Cette répugnance est naturelle à l'homme tranquille et ignorant, qui ne sçait pas ce qu'il doit à sa patrie, et qui ne connoît les combats que par les récits exagérés

exagérés de quelques vieux soldats, qui se délassent de leurs campagnes en les racontant. Mais vous, MYLORD, vous Philosophe, patriote et politique, vous n'ignorez pas que la guerre est un fléau nécessaire, que les Gouvernements doivent le sacrifice d'une partie de leurs sujets à la conservation des autres, et que tout Citoyen doit voler au combat, quand sa patrie l'y appelle. Aussi à peine la milice fut-elle détruite en France que le populaire du Bois de *Crancé* fut obligé de proposer la conscription militaire : Aussi le règne de la liberté a-t-il vu naître le système des Réquisitions et des Mâsses. Telle a donc été l'affreuse hypocrisie de ces hommes de sang ! ils ont dit aux malheureux habitans des campagnes " vous ne ferez plus forcés de servir votre Roi," et quand ils ont eu massacré ce prince infortuné, alors ils leur ont crié d'un voix formidable, " défendez vos Tyrans et moutez pour les dérober au supplice."

Mon cœur se déchire quand je pense à quels hommes, ou plutôt à quels monstres le Peuple François a vendu son Roi, sa religion, ses Loix, son bonheur, sa véritable liberté. Nation infortunée, depuis cinq ans on te parle d'une félicité à venir, et chaque jour aggrave tes malheurs ! depuis cinq ans on t'aigrit sur ta situation passée, pour détourner tes regards de ton état présent !

ils

ils ont suivi sans doute des principes différents des nôtres, les nouveaux Législateurs de la France ! ils ont marché sur d'autres traces ! ils ont gouverné par d'autres moyens ! Certes, nous nous faisons gloire de cette différence ; et quoique vaincus, nous n'envions pas le sort de nos vainqueurs. Ils nous ont proclamé des Tyrans ; ils le devoient : car il falloit bien justifier leurs crimes. — Mais, vous, MYLORD, qui n'avez point de forfaits à couvrir, pourquoi devenir leur allié, pourquoi mêler les accents d'une voix respectable aux cris furieux des Assassins ? Nous, les ennemis, les oppresseurs du peuple ! Ah ! MYLORD, vous ne connoissez ni l'esprit de la *noblesse Française*, ni ses véritables intérêts. Il étoit une classe, je l'avoue, à la quelle nous avions voué opposition et mépris ; c'est celle qui triomphe aujourd'hui ; c'est cette foule de Légistes qui déshonorant une profession estimable, fesoient partout le trouble, la confusion, l'esprit de chicane et de révolte, sang-sües de l'homme simple qu'ils suçoient autrefois, qu'ils devorent aujourd'hui. Mais le pauvre, mais l'habitant des Campagnes, ils étoient nos amis et nos enfans, soulagés et nourris par nos bienfaits : Oh ! jamais peut-être la bienfaisance ne se déploya avec plus d'activité, que dans l'hiver rigoureux qui a précédé la Révolution : il sembloit que le Ciel, en nous offrant l'occasion d'exercer la première des vertus,

voulût

voulût réfuter d'avance les calomnies qu'on nous préparoit. Tout le monde connoît les profusions généreuses de M. *L'Archevêque de Paris* à cette époque ; tout le monde fait le prix qu'il en a recueilli.—J'ai vu alors le bon *Duc de Penthièvre*, cet homme vertueux qui depuis a pu trouver à peine un asile pour rendre son dernier soupir ; je l'ai vu parcourir ses nombreuses possessions et prodiguer partout les soins et les secours d'un père. Mais pourquoi citerai-je une de ces circonstances où le courroux du Ciel va réveiller l'humanité dans les cœurs même les plus durs ! Oui, MY-LORD, dans le cours ordinaire des choses et des faisons, la *Noblesse*, qui ne pouvoit être riche que de l'aïssance de ses Vassaux, leur tendoit sans cesse une main secourable ; et bien loin d'exercer la tyrannie dans ses villages, elle y instituoit des écoles, soulageoit l'homme laborieux dans ses nécessités, et dans ses maladies ne l'abandonnoit point à la nature. Le Gouvernement, d'accord avec les Seigneurs dans ces vûes bienfaisantes, envoyoit tous les ans dans les provinces des remèdes de la meilleure qualité qui étoient répartis *gratis* parmi les familles indigentes.—Je ne ferai point honneur à la vertu seule de ces heureux effets. L'Orgueil y avoit sa part et tournoit ainsi au profit de l'humanité. La classe supérieure rendoit en bienfaits ce que l'autre lui payoit en respects.—

Telle

Telle étoit l'heureuse position de la Noblesse vis à vis des payfans, qu'elle pouvoit les protéger, mais non pas les opprimer: les obligations et les redevances étoient fixées par des loix et des contrats. Le fermier pendant le tems de son bail étoit aussi maître dans sa chaumière que le Seigneur dans son château. Si l'un manquoit à ses conditions, l'autre avoit son recours contre lui dans les tribunaux. On m'objectera sans doute les Justices seigneuriales: il est vrai que le Seigneur en nommoit les juges; mais une fois choisis ils étoient libres et independants; et quelque fût leur caractère, le prix de la corruption auroit excédé celui des objets dont ils avoient à connoître: ils ressortissoient d'ailleurs aux justices royales; et la partie lésée pouvoit y appeller de ce premier jugement. Je n'ai parlé que des causes civiles: quant aux criminelles, je veux dire celles où la vie du coupable peut être compromise, les Justices seigneuriales n'avoient que le droit d'information: et les Seigneurs l'éluoient avec soin, parce qu'il entraîneroit de grands frais à leur propre charge. La condamnation appartenoit aux tribunaux du Roi. Cependant quoique j'aye dit, MYLORD, je ne prétends pas garantir inviolable l'équité de ces juges subalternes: ils appartenoient à cette classe avide et mercenaire qui dans tous les pays vit aux dépens du peuple. Mais tel est le malheur des

divisions nécessaires dans un grand royaume: elles exigent de grands tribunaux et de petites juridictions. L'homme renfermé dans un cercle étroit de fortune et de réputation cherche à augmenter l'une et se montre peu jaloux de l'autre: nommé par un Roi, par un Seigneur, ou par le peuple, n'importe, il ne recevra par aucun de ces canaux les lumières et l'élévation d'âme qui lui manquent.

Je crains de vous fatiguer, MYLORD, par tous ces détails; la manière dont vous avez observé mon pays me prouve que vous les dédaignez; cependant vous y avez quelquefois suppléé par les observations d'autrui; vous avez démontré que le peuple François mouroit de faim et de misère, que les seigneurs méritoient d'être brûlés tous vifs dans leur châteaux, par ce que M. Arthur Young vous a assuré qu'une femme de 26 ans a paru en avoir 70, qu'une autre ramassoit des herbes dans son tablier le long des grands chemins, que le pain n'étoit pas aussi bon dans le *Berri* et la *Bretagne* que dans la *Flandres* et à *Gonesse*. Certes ces arguments sont décisifs; et je conçois qu'un ami de la liberté guidé par une imagination ardente peut sur un pareil texte exercer avec succès sa philanthropique éloquence. Cependant, MYLORD, dirigeons d'abord nos plaintes, non contre les Gouvernements, mais contre la Providence qui dans tout l'univers a fait une répartition inégale de ses faveurs qui a créé partout
des

des riches et des pauvres dans une immense disproportion, qui fait croître la vigne sur le sol de la France et la refuse à l'Angleterre, qui ne permet pas au froment d'enrichir les sables de la Sollogne et du Maine, les landes de Bordeaux et les montagnes de la Suisse. Dans ces différents pays le simple habitant des campagnes vit de la nourriture propre au lieu qu'il cultive, et avec la quelle une longue habitude l'a familiarisé : enrichi par son travail, il ne pense pas même à changer son genre de vie : le millet, le seigle, le sarrasin qui l'ont nourri dans ses jeunes années sont encore l'aliment de sa vieillesse. Il n'en est pas plus malheureux ; et vous apprendrez, sans doute avec plaisir, que dans ces provinces de France dont l'aspect est si triste pour le voyageur, comme une partie du Berry, du Maine et du Linnoufin, les payfans y sont en général aisés et quelquefois même y possèdent ce que nous appelons une fortune. J'excuse sur ce point l'erreur d'un étranger : il ne peut deviner ce qui ne se manifeste pas ; mais il est difficile que ses yeux n'aient pas été frappés, dans des parties plus heureuses du royaume la Beauce, la Brie, la Flandres, comme L'Artois, la Normandie de la prospérité des campagnes et de ceux qui les cultivent. L'Artois surtout abondoit en fermiers opulents, parceque la plus grande partie des fonds appartenoit au

Clergé. Les établissemens y étoient plus fixes que dans les autres terres sujettes à changer de propriétaires. Aussi de ces fermes ecclésiastiques sont sorties plusieurs familles considérables par leur richesses et les emplois dont elles ont été honorées.

Ce n'est point assez pour moi, d'avoir lavé nos payfâns du reproche de misère et de servitude. Je dois, MYLORD, en vrai Chevalier François, dont je n'abjurerai jamais le caractère, venger l'injure faite au beau sexe des campagnes dans les notes que vous avez adoptées. On nous le peint semblable aux trois forcières de *Macbeth*. — J'ai peine à croire que nos jolies payfânnés du pays de Caux et de la Normandie en général, de l'Alsace et du Lyonnais, de l'Anjou et des environs de Bayonne, que nos Flamandes au teint vermeil et fleuri voulussent se reconnoître à un semblable portrait. En vérité, MYLORD, c'est porter trop loin le plaisir de la satire, que de ne pas même épargner les figures de mes pauvres Compatriotes. Si jamais le bienfait de la révolution les rend assez savantes pour vous lire, je crains qu'elles n'aient plus à se plaindre de la sévérité de vos remarques que des tyrans qui les opprimoient autrefois.

Les droits féodaux sont comme le reste de nos anciennes institutions un objet de votre haine, et
de

de votre colère. Vous faites un crime irrémissible à la Noblesse d'avoir insisté sur la conservation de ce qui faisoit une partie de ses propriétés, de ce qui lui étoit commun avec tous les possesseurs de fief, de ce qu'elle avoit aussi souvent acheté de ses deniers, qu'hérité de ses pères. C'est sur ce point important, MYLORD, qu'une connoissance exacte de notre antique gouvernement féodal, des révolutions qu'il avoit subies, de l'influence qu'il avoit conservée, de nos loix anciennes et de nos coutumes modernes; c'est ici, dis-je, que cette étude devenoit indispensable pour prononcer avec équité. Il a été un tems où dans la France comme dans le reste de l'Europe, une foule de petits souverains, quoique dépendants les uns des autres, dominoient sur une race nombreuse qu'ils appelloient leurs Serfs et exerçoient sur elle tous les droits de la propriété. Dès cette époque, l'intérêt bien entendu, quelquefois la générosité et la reconnoissance engagèrent ces hommes puissants à aliéner une partie de leur territoire à des conditions différentes: les uns se contentèrent d'un hommage; les autres d'un droit honorifique; plusieurs exigèrent une redevance en argent ou en nature. Quelques caractères bizarres inventèrent des obligations bizarres; mais quoiqu'il en soit, tous ces moyens d'aliéner tournèrent au profit de la classe pauvre et industrieuse, d'autant plus favorisée

vorisée dans les nouvelles acquisitions, que le
 seigneur plus vain ou plus singulier sacrifioit plu-
 tôt à l'orgueil ou au caprice qu'à l'intérêt. De
 bonne heure l'esprit de la Religion Chrétienne,
 et la politique de nos Rois affranchirent les Com-
 munes, abolirent partout l'esclavage, et rétabli-
 rent les rapports naturels entre les différentes clas-
 ses de la société ; plus que jamais alors, l'ordre
 supérieur fut obligé de donner un intérêt territo-
 rial à ceux dont il ne pouvoit plus disposer en
 maître. Les concessions se multiplièrent, et elles
 furent désormais transmises de père en fils, sous
 les conditions imposées par le donateur. Ainsi
 se sont formés nos droits de cens et rente, de
 frâche, de champart, &c. &c. qui malgré toutes
 les déclamations du monde ne sont que la repré-
 sentation d'un contrat originaire entre le premier
 possesseur et celui qu'il gratifia d'une partie de son
 domaine. Cet usage également utile à l'un et à
 l'autre devint la source du bonheur public ; car
 il produisit le bien inestimable d'augmenter la
 classe des propriétaires de fonds, et de leur don-
 ner un intérêt plus direct à la culture des terres.
 Les siècles s'accumuloient, et chacun jouissoit pai-
 siblement, les uns des bienfaits de nos pères, et
 nous du prix médiocre attaché à ces bienfaits.
 Que dis-je ? Les changements apportés par les
 années étoient tous au bénéfice de la classe infé-
 rieure ;

rière ; car dans les anciens contrats, toutes les redevances en général sont stipulées en Nature, ou en argent, suivant le gré du feudataire. Nos loix modernes, favorables avec raison, à la partie la plus foible ne reconnoissoient que la lettre du contrat primitif : Ainsi en 1789, pour prix d'un terrain dont la valeur n'avoit fait que s'accroître, le vassal n'étoit obligé de payer au représentant du donateur, que la somme fixée par un acte du dixième ou du onzième siècle. Or vous n'ignorez pas, MY LORD, que les monnoyes ont conservé les mêmes noms et les mêmes divisions, pendant que leur valeur a prodigieusement changé : vous n'ignorez pas qu'un *solidus*, la vingtième partie d'une livre d'or ou d'argent, n'est plus aujourd'hui qu'une petite piece de cuivre, à peine digne d'être portée en ligne de compte. C'est ce qui faisoit que d'autres droits, plus vexatoires en apparence, mais également justes étoient restés aussi utiles à la communauté qu'ils l'avoient été dans l'origine. Je veux parler de l'obligation où se trouvoient les habitans d'un Canton d'envoyer moudre leurs blés dans un certain moulin, ou cuire leur pain dans un four particulier, ce que l'on nommoit *banalité* : — quoi de plus tyrannique au premier coup d'œil ! cependant plus d'une fois les seigneurs qui ne demandoient qu'à perdre ce droit onéreux ont été forcés par leurs Communes de le maintenir, et j'ai

j'ai vu dans plus d'un lieu, depuis que la Révolution l'eût aboli, les payfans en regretter l'existence. Quelle en étoit la raison, MYLORD ? c'est que la contribution payée suivant le tarif des siècles passés, étoit infiniment au dessous du prix actuel de la main d'œuvre et des autres dépenses nécessaires pour remplacer ces établissemens. Je n'entrerai pas dans des détails plus étendus sur ce sujet ; car avoir montré sur quelques points les erreurs où vous êtes tombé, c'est avoir du moins mis le Lecteur en garde contre la généralité de vos assertions. Le développement entier du Système Monarchique en France à l'époque de 1789 appartient à l'histoire, et ne doit pas mourir dans un pamphlet éphémère. Je me contenterai d'observer que ces payfans à qui il n'étoit pas permis de couper leurs foins de peur de troubler les perdrix sont un rêve de l'imagination. Vous pourrez trouver cette loi dans le recueil de nos antiques institutions féodales : mais dans la France de 1789, vous ne la trouverez ni pratiquée ni praticable.

Dans les Capitaineries, c'est à dire dans les terres que le Roi et les Princes avoient réservées pour leurs plaisirs, tout étoit, il est vrai, sacrifié à la conservation du gibier : mais les baux des fermiers étoient faits en conséquence ; mais les récoltes étoient estimées d'avance, et le dégât causé
par

par les chasseurs payé avec équité. Croyez moi, MYLORD, ce n'est pas dans de pareilles occasions que nos Rois aimoient à jouir du pouvoir absolu ; et le bon Louis XVI. n'auroit pas foulé sans remords et sans indemnité sous les pieds de ses chevaux le blé qui devoit nourrir ses enfans,

Je lis dans un petit paragraphe une longue nomenclature de droits féodaux, plus effrayants par le nom que par le fait : il en est un cependant compté au nombre des tortures de nos malheureux payfans, et qui ne présente pas d'abord à l'imagination une idée aussi funeste ; c'est le droit qu'avoient certains Seigneurs de donner un baiser aux nouvelles mariées. Certainement, MYLORD, d'après la description faite de nos payfannes par le même auteur, vous ne mettrez pas un pareil usage au nombre de ceux dont nous fussions jaloux ; ou dans cette supposition, la justice exige qu'on en attribue la durée à un excès de politesse et de galanterie qui mériterait plutôt l'éloge que la censure. Je suis étonné que vous ayez passé sous silence les droits plus scandaleux de cuissage et de jambage. Nous ne pouvions nier les loix qui les ont établis ; et dès lors rien n'étoit plus facile que de persuader à l'Univers, qu'en France toutes les vierges de village ne pouvoient perdre ce nom que dans les bras de leur seigneur,

Je me résume, MYLORD, et sans prétendre vous ennuyer davantage sur ce sujet, j'ai l'honneur de vous assurer que le gouvernement féodal n'existoit pas plus en *France* qu'en *Angleterre*, que les rapports du vassal au seigneur n'étoient en aucune manière des rapports politiques, que la Noblesse n'avoit entre ses mains aucun moyen de tyrannie, (car la tyrannie suppose le pouvoir) et que si quelquefois le puissant opprimoit le foible, c'étoit par un effet de la perversité humaine qui se retrouve dans tous les pays, mais non pas par la nature de notre Gouvernement : j'ajouterai que ces malheureux *Nègres* affranchis par la Révolution ont souvent pleuré sur le sort de leurs anciens oppresseurs, qu'un grand nombre de ces *Tyrans* réfugiés en *Angleterre* ont reçu des preuves touchantes de l'affection de leurs ci-devant esclaves, et que ces pauvres gens ont poussé la folie jusqu' à prodiguer leur sang dans les plaines de *La Vendée*, et dans les champs de *l'Alsace* et de la *Flandres* pour reprendre les fers que l'humanité des Philosophes modernes avoit brisés. Je le dis avec confiance, MYLORD, quels qu'aient été les moyens de séduction employés contre nos paysans, jamais nous n'avons perdu leurs cœurs ; et ils nous restent en dépôt, jusqu'au moment où ils pourront nous les rendre sans péril.

Mais,

Mais, m'objectera-t-on sans doute, vous vantez l'excellence de vos loix, et le sort des François sous leur ancien Gouvernement ; Pourquoi donc se sont-ils levés pour le renverser de fond en comble ? pour-quoi ont ils méconnu leur bonheur ? Nous répondrons avec Cicéron : “ *Nos non inimici, sed invidi perdidit* : ” — Ce ne sont point des ennemis, ce sont des envieux qui nous ont perdus. Quelques Grands ambitieux, quelques scélérats dans la classe commune prêts à tout entreprendre, une multitude passive qui pour agir attend le signal, et le reçoit des factieux quand l'autorité légitime néglige de le lui donner, un Prince vertueux mais facile, un Ministre perfide, voilà en deux mots le secret de la Révolution Française. Malheur aux passagers embarqués sur un vaisseau, dont le pilote, après avoir usurpé leur confiance, médite leur naufrage et leur ruine ! quelles que soient la construction et la force du bâtiment, il ira se briser avec fracas contre les écueils ; et l'artisan de sa perte sera englouti dans le même abîme. Telle est l'histoire de M. Necker, tel a été son sort ; tel celui de ses complices et de ceux qui leur ont succédé. “ La Noblesse et le Clergé sont restés aveugles sur leur destinée jusqu'au dernier moment ; ” vous ne vous trompez pas, MYLORD : ils dormoient du sommeil des justes ; ils portoient dans leurs cœurs la consci-

ence d'avoir mérité l'amour et l'estime de leurs
concitoyens ;

" And oft, though wisdom wake, suspicion sleeps

" At wisdom's gate, and to simplicity

" Refrains her charge, while goodness thinks no ill

" Where no ill seems."

A peine le Roi avoit-il prononcé les mots de *be-
soin* et de *nécessité*, ils avoient offert le foible sacri-
ficé de leurs privilèges, et de plus grands encore,
si la patrie les demandoit. Relisez, MYLORD, les
cahiers de ces deux ordres : vous y verrez par-
tout le noble devoûement qui convient aux chefs
d'une grande nation, un zèle éclairé pour la
liberté, amour pour le peuple, loyauté pour le
Souverain. Comparez leurs demandes avec celles
du Tiers-Etat : vous y trouverez l'accord et l'har-
monie dans la volonté de tous les ordres remon-
tez jusqu'au trône, vous y verrez un Prince
populaire et bon, qui ne demande à ses sujets
d'émettre leur vœu que pour y satisfaire ; et l'on
ose dire qu'il falloit à la France une Révolution,
que ce beau royaume ne pouvoit parvenir au bon-
heur qu' à travers des flots de sang et des mon-
ceaux de cadavres ! et c'est au nom de l'humanité
que ces blasphèmes sont prononcés ! c'est au mo-
ment où l'on a sous les yeux ce spectacle terri-
ble

ble, que l'on ne craint pas d'agiter un peuple fidèle et florissant! Ah! promenons nos yeux sur toutes les révolutions du monde, et voyons quel en a été le fruit: ou plutôt arrêtons nous à un de ces événemens tragiques que la nécessité semble commander, et que la vertu même justifie: — Je veux parler du meurtre de Néron. “ *Magna et miserrima Civitas eodem anno Othonem Vitelliumque passa, inter Vinios, Fabios, Julos, Asiaticos, variâ et pudenda sorte agebat; donec successere Marcianus et Marcellus, et magis alii homines, quam alii mores.* ” Tel fut le sort de Rome, après le meurtre de Néron, et celui de Galba. Ce dernier avoit dévoilé deux secrets dangereux, l'un que l'armée pouvoit élire un Empereur, l'autre qu'il pouvoit être pris hors de la Maison des Césars. Sans doute le règne de Néron fut une calamité pour l'Empire Romain; sans doute ses cruautés le rendirent le juste objet de l'exécration publique, et sa catastrophe ne parut qu'une vengeance légitime de tous les droits humains et divins également violés. Quelles en furent les conséquences? Vinus, Laco et l'affranchi Icelus rappellèrent tous les crimes de la domination précédente, d'autant plus avides qu'il falloit se presser de jouir sous un vieillard, qui n'avoit qu'un moment à régner. Galba, sans être aussi méchant que son prédécesseur, avoit des injures à venger et des complots à prévenir. Il falloit que le sang coulât

coulât pour satisfaire au sang qui avoit déjà coulé. Rome, fatiguée de carnage, avoit cru en voir la fin dans celle du Tyran ; elle ne vit que de nouveaux meurtres, de nouveaux délateurs, de nouvelles victimes : bientôt Néron même fut regretté, ses jeux et ses profusions avoient amusé et nourri un peuple corrompu : la parcimonie et la sévérité de Galba ne laissoient aux Romains aucun dédommagement de la Tyrannie. Galba sçavoit lever et non acheter ses soldats : ce mot digne d'un Empereur lui fut plus funeste que ne l'avoient été à Néron tous ses vices et ses forfaits : Galba périt, abandonné, par son armée, massacré par un de ses Prétoriens ; et son cadavre fut le jouet d'une populace féroce. Othon survécut à peine quelques mois à son parricide. Vitellius ne fit que paroître sur ce théâtre sanglant : mais quel fut dans ces intervalles le sort de l'Empire Romain ? les pillages, le meurtre, l'incendie, l'insolence du soldat ami, la fureur de l'ennemi, ces calamités furent communes à tous ; les soupçons du Prince, les haines particulières achevèrent de détruire ce que la guerre avoit épargné. Tant il est vrai qu'on ne renverse point une puissance établie, et que la succession des tems a rendue légitime, sans que des maux incalculables en soient le fruit ! que dirai-je donc d'un peuple qui, après avoir fleuri quatorze cens ans sous la même forme de gouvernement,

ment, l'a détruite tout d'un coup de fond en comble, qui gouverné par un Roi dont il vantoit la bonté, l'a égorgé sans motif, qui a pros crit une multitude de ses concitoyens, et se hâte de massacrer le reste ? il attend pour prix de sa fureur, la paix et la liberté : mais voyez quel a été son sort ! *cette grande et misérable nation a gémî dans la même année sous Brissot et Robespierre, honteusement déchirée par les Chabot, les Fauchet, les Saint Just et les Couthon : Les Talliens et les Fréron leur ont succédé ; et ce sont plutôt d'autres hommes que d'autres mœurs.* Oh ! qu'il benisse son sort, ce pays où gouverne un Roi sage et indulgent, dont le ministre actif et vigoureux, également fidèle à son Maître et à sa patrie, porte un regard sévère sur toutes les parties de l'Empire, connoit tous les éléments de la sédition, et semant de bonne heure l'alarme dans les cœurs des gens de bien, fait les prévenir contre les complots des mechants !

Il est tems que je pense à terminer cette défense imparfaite, le premier essai d'une plume novice. Puissé-je vous inspirer quelques regrets, MYLORD, d'avoir outragé sans raison des hommes généreux que vous ne connoissiez pas. M. Le Prince de Condé, et ses enfans, les Rohan, les Choiseul, les Montmorency, les La Châtre, les Richelieu ont déjà répondu et répondront encore dans les champs de l'honneur aux calomnies de leurs

leurs ennemis. La Noblesse qui s'honore de les avoir pour chefs croira toujours avoir assez fait en marchant sur leurs traces. Pendant que nous verserons notre sang, nos Pasteurs élèveront pour nous vers le Ciel des mains pures et religieuses : libres du joug de la discipline, ils continueront à porter celui du devoir ; et par une vie irréprochable, ils réfuteront des déclamations indiscretes. Nos Magistrats méprisant les fureurs des scélérats échappés au supplice à force de crimes, étonnés que vous ayez daigné en être l'organe, rappelleront à la postérité le témoignage que leur a rendu un de leurs plus cruels ennemis.

Chapelier, avocat Breton, qui avoit provoqué de tout son pouvoir la destruction du Parlement de Bretagne, eut la satisfaction de voir ses vénérables Magistrats mandés à la barre des Rébélles. Ils y parurent : mais ce triomphe de leurs ennemis en devint un pour eux mêmes. Ils y parurent, mais avec la dignité, la fermeté qui conviennent aux hommes justes, prêts à périr, mais non pas à rétracter les sermens qu'ils avoient faits à la Monarchie. Ce spectacle retraçoit ces jours moins malheureux de la Ligue, où les seize traînèrent à la Bastille les membres du Parlement de Paris fidèles à leur Roi. *Chapelier* jouit de sa victoire : mais il crut que la calomnie avoit ses bornes ; et
il

il monta à la tribune pour rendre un hommage éclatant à l'intégrité de ces mêmes Magistrats, pour assurer la France qu'ils distribuoient non l'injustice, mais la plus exacte justice à leurs concitoyens. Je regrette, MYLORD, de ne pouvoir vous citer ses propres termes. J'ai cherché en vain, dans le cercle étroit où je suis renfermé, les procès verbaux de l'Assemblée Constituante. Il vous sera plus facile qu'à moi de les consulter ; et vous suppléerez à la foiblesse de mes expressions par l'énergie de ce témoignage.

Des hommes, MYLORD, nés pour la plupart de familles illustres dans la Robe, possesseurs de fortunes considérables étoient au dessus d'une vile corruption : le prix de leurs charges étoit le gage de leur opulence ; il annonçoit à tous les François que leurs juges étoient les premiers intéressés au maintien des loix qui défendoient la propriété, et que l'on tenteroit en vain d'acheter des Magistrats qui n'étoient point à vendre.

Vous aviez prévu, MYLORD, que ces "hommes avilis" (le Clergé, la Noblesse, et les Magistrats) ne pourroient soutenir l'aspect des lieux témoins de leurs chute, et que l'émigration seroit leur unique ressource." Quelle ressource pour des hommes nourris dans l'opulence et les grandeurs que de venir chercher sur un Sol étranger les fatigues, les dangers et la pauvreté ! quelle res-

source que d'abandonner ses biens, sa famille, sa patrie ! Ah ! s'ils étoient *avilis*, pourquoi n'ont ils pas courbé sous le joug, sans murmurer ? si la honte seule les a chassés de leur pays, pourquoi n'ont ils pas emporté avec eux cet or qui captive partout la bienveillance et le respect des hommes ? je le vois, MYLORD, vous n'étiez pas dans le secret de leurs cœurs. Permettez moi de vous tracer en peu de mots l'histoire et les motifs de l'Emigration. Les Princes avoient quitté le royaume. Les Gentilshommes attachés à leurs personnes les avoient accompagnés. Ils avoient été suivis par ceux que des circonstances personnelles avoient exposés de bonne heure à la rage populaire, ou qui fuyant les troubles et le spectacle de la révolte, voyagoient dans le moment d'indécision, pour respirer un air plus tranquille et plus pur. Le reste, c'est à dire la Majorité de la Noblesse ferme dans son poste, et les yeux fixés sur le Roi, accoutumée à n'obéir qu' à ses ordres, attendoit en silence que son souverain lui prescrivît le moment de le servir. Qui pouvoit croire en effet que Louis XVI. vît d'un œil tranquille tous ses droits envahis, son royaume déchiré, son titre devenu précaire ; qu'il bénît sa prison, qu'il aimât les Meurtriers de ses Gardes, les auteurs d'un complot qui après avoir répandu mille outrages sur le Prince et sa Com-

pagne

pagne avoient ouvertement menacé leurs jours ? tout faisoit un devoir à sa Majesté d'arrêter des Usurpations sacrilèges également destructives de ses droits, et du bonheur de ses peuples : quelque foiblesse qu'eût montrée le Gouvernement, il étoit facile de supposer que le Maître se réveillerait enfin, réunirait autour de lui les moyens nombreux de défense qui étoient en son pouvoir, et que fatigué d'une patience inutile, il finirait par s'armer d'une rigueur salutaire. Les fidèles défenseurs du trône attendoient le signal de celui qui l'occupoit et qui ne pouvoit se plaire à le renverser de ses propres mains. Le moment arriva où le Roi développa ses véritables sentiments, exposa ses griefs dans un mémoire simple et vrai, et chercha hors de sa capitale la sûreté et la liberté : alors combien chaque royaliste s'applaudit d'avoir bravé à son poste la révolte des soldats, la fureur de la populace et les menaces des Demagogues ! le moment étoit venu de recueillir le prix de ses sacrifices, en rassemblant autour de sa Majesté, des hommes qu'on avoit pu soulever un moment, mais non détacher sans retour de leurs chefs et de leur souverain. Cette illusion ne fut pas longue : le Roi fut arrêté ; et suivant le cours ordinaire de l'opinion, il perdit toute la faveur que lui avoit acquise dans la France l'expérience amère de la révolte. Suspendu de ses fonctions,

G 2 prisonnier

prisonnier de nom et de fait, réduit à subir un interrogatoire, coupable par son malheur aux yeux de la multitude, dans la perte du respect des peuples; il se vit enlever toute défense pour le présent, toute ressource pour l'avenir.

Les Royalistes jusqu' alors avoient porté en frémissant le joug que le Roi lui même leur avoit imposé. La nuit du 5 au 6 Octobre 1789, la journée du 28 Février 1791, la conduite des Dépositaires de l'autorité dans les provinces, conduite dictée par la Cour elle même, tout avoit convaincu les sujets fidèles que des rassemblements partiels seroient aussitôt réprimés que formés, que désavoués par celui même qui en étoit l'objet, ils n'auroient ni la force du nombre, ni celle de l'opinion : ils avoient donc, comme je l'ai dit, attendu en silence une démarche éclatante de leur chef pour connoître sa volonté et servir ses intérêts. L'Arrestation du Roi anéantit toutes leurs espérances : le soldat qui jusqu' alors avoit résisté avec peine aux séductions de tout genre, céda à l'avilissement de la Royauté ; un Roi traité en criminel ne fut plus pour lui un point de ralliement ; et ce nom sacré si long-tems cher à l'Armée Française perdit pour elle tous ses prestiges. Je suis étonné que les différents écrivains qui se sont élevés contre l'Emigration, ayant senti que dès ce moment la position du Roi devenoit désespérée, et que des
mesures

mesures extraordinaires pouvoient seules sauver sa personne et la Monarchie, considérant d'ailleurs l'armée en insurrection, la France entière sous les armes, les Royalistes séparés sans ressource de leur Chef naturel; privés entr'eux de tout moyen de concert et de communication ;—que ces Ecrivains, dis-je, aient pu disputer la nécessité de chercher un centre commun, de s'y rallier et d'appeler sous les mêmes Etendards tous ceux qui partageoient la même opinion. Où étoit-il ce centre commun, n'étoit-il pas autour des freres de sa Majesté, successeurs éventuels du trône, tuteurs nécessaires de la France dans la captivité du Roi et de sa famille ? Ils étoient hors du Royaume,—eh ! qu'importe où l'Etendard Royal eût été planté, pourvu que les sujets fidèles fussent venus se ranger sous son ombre. Par les raisons que j'ai effleurées ci-devant, il ne pouvoit s'élever ni sur les rives de la Seine, ni sur celles de la Loire, du Rhône, ou de la Garonne ; il valoit mieux sans doute le déployer avec éclat sur les bords du Rhin, que de rester en France pour le traîner dans la Boûe avec les Constitutionnels. Dès lors tout vrai Royaliste devoit imiter l'exemple généreux de la Majorité de la Noblesse, il devoit abandonner tout et s'empresser de grossir une foule honorable. La faute n'est point à ceux qui ont donné l'exemple d'une mesure salutaire ; elle est aux âmes lentes et froides

qui

qui ont calculé quand il falloit agir, consulté la prudence quand il falloit se livrer à l'enthousiasme, qui en formant avec les mêmes opinions un parti différent, ont affoibli la cause commune et se sont voüés eux mêmes à la nullité.

Je n'ai prétendu défendre que le motif général de l'Emigration. Je garderai un silence respectueux sur la manière dont elle a été dirigée, sur les mesures qui en ont été, ou qui auroient pu en être la suite. Je me borne à dire que du moment où la revolte avoit pris dans l'armée son dernier caractère, les Officiers ne pouvoient pas en être les complices, qu'il n'étoit pas permis aux Gentilshommes de donner dans les Départemens et les Municipalités un assentiment honteux aux crimes du jour, et que l'impossibilité de sauver la Monarchie eût-elle été démontrée, la Noblesse devoit chercher à mourir pour elle les armes à la main: C'est ce que ne concevra point cet officier d'une autre nation * qui parlant à un Capitaine François s'étonnoit de ce qu'il avoit abandonné sa compagnie: est-ce qu'on ne vous payoit plus, disoit-il? pour moi tant qu'on me donnera *ma gage*, je ferai content de tout. Non, il est des hommes qui n'ont pu croire au noble desintéressement de la Noblesse Française, qui

* Il est facile de juger que cet officier n'étoit point Anglois.
n'ont

n'ont pu admirer ce mouvement simultané qui lui a fait faire sans regret les plus pénibles sacrifices, et qui ont méprisé l'enthousiasme sublime de l'honneur et du devoir. Helas ! il faut le dire encore, il est des Rois qui ont avili les martyrs de la Royauté, dédaigné, persécuté même des malheureux dont tout le crime étoit d'avoir résisté au torrent de la Démocratie qui menace de renverser tous les trônes : mais rien n'a pu décourager ces *hommes avilis* ; accoutumés à toutes les délices de la vie, ils se sont voués sans murmure au plus pénible des métiers. *Menin, Nieuport, Bois le Duc*, encore teints du sang de leurs Compagnons, n'ont pas refroidi leur zèle. Ces *hommes avilis* iront encore mourir en foule, non pour de vains honneurs, mais pour leur DIEU, pour leur ROI, et, dût-on en fourire, pour leurs PATRIE.—J'ai suivi leur exemple : Puissent-ils ne pas me trouver indigne d'avoir défendu leur cause !

F I N.

n'est pas ainsi que les mouvements humains qui lui
 a fait sans cesse les plus grandes fautes,
 et qui ont empêché l'homme d'être plus sage
 pour et du monde. Mais il faut le dire encore,
 il est des êtres qui ont été les maîtres de la
 nature, désignant, par leurs actions, les lois de la nature
 dont tout le monde a dû s'acquiescer, et dont
 de la Providence qui ordonne de tout voir tout
 les êtres : mais rien n'a pu échapper à ces lois
 que les accidents à l'égard des choses de la
 vie, ils se font sans cesse, sans cesse au plus petit
 de ces incidents. Mais, Dieu, Dieu, Dieu en
 core moins de l'ordre de l'ordre Compagnon, nous
 pas résister à son ordre. Ces choses, elles sont en-
 core moins en ordre, non point de l'ordre honneur,
 mais pour leur mal, pour leur mal, et, d'un en-
 tendement pour leur malheur. — Ici, l'ordre ex-
 plicite, l'ordre ne peut pas nous servir d'exemple
 d'ordre, leur ordre.